

M. Waddell: Monsieur le Président, cette histoire de langue, de mains et de jambes ne m'est pas trop familière. Dans ma province, ce qui a un bec d'oie, des pattes d'oie et qui cancanne comme une oie est une oie.

Le député n'a peut-être pas été parfaitement honnête sur certains points. Son ancien chef, le premier ministre Trudeau, comme l'a fait remarquer l'actuel ministre des Finances (M. Wilson), est entré dans la danse avec le cheik Yamani lors de son voyage en Arabie saoudite.

Je voudrais poser une question au député au sujet de cette affaire Est-Ouest. Que pense-t-il que le premier ministre de l'Alberta va faire maintenant, étant donné que l'économie de l'Alberta se désagrège et que le taux de chômage y est de 40 p. 100, le double de la Nouvelle-Écosse? Des entreprises s'effondrent. Ce type semble légèrement désespéré. Je sais qu'il n'est pas aussi raffiné que le premier ministre Lougheed, mais que devrait faire le premier ministre de l'Alberta dans cette situation-ci, d'après le député?

● (1530)

Une voix: Danser.

M. Tobin: Monsieur le Président, je suis très surpris que le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) ait dit hier que le premier ministre de l'Alberta avait très mal agi. Dans ma province, on n'appelle pas un animal qui a un bec et des griffes, qui gratte le sol et qui n'arrive pas à se décider à parler clairement une oie, nous appelons cela une poule mouillée.

Des voix: Oh, oh!

M. Tobin: Je répondrai au député que je suis fier de dire que je n'ai pas aidé à faire élire tous ces conservateurs en Alberta, ni à l'échelle provinciale ni à l'échelle fédérale. Il n'y a donc pas d'opposition efficace en Alberta.

En tant que Canadien qui se préoccupe de ses compatriotes Albertains, je suppose qu'en sa qualité de premier ministre de cette province, M. Getty devrait oublier son sectarisme politique pendant quelques instants et se demander si, en tant que premier ministre de tous les habitants de l'Alberta et non que chef du parti conservateur de cette province, la politique financière actuelle du gouvernement fédéral et le fait de laisser les forces du marché déterminer jusqu'où le prix peut tomber et combien de personnes seront mises à pied, paraissent acceptables à son peuple et non à son parti.

Il doit se demander s'il pourra résoudre ses problèmes en appelant par désespoir Yamani, en Arabie Saoudite, ou s'il vaut mieux intervenir en tant qu'Albertain et non que conservateur pour dire au gouvernement du Canada: «Si le prix tombe au niveau le plus bas, si tous les emplois sont supprimés et si tout le monde est ruiné dans le domaine pétrolier, cette théorie est-elle vraiment bonne?». Est-ce une attitude à long terme pour élaborer la politique énergétique de notre pays? A

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

long terme, cette politique garantira-t-elle notre autonomie sur le plan énergétique, et l'existence même d'un secteur énergétique canadien? Voilà le genre de choses que je dirais à M. Getty.

J'espère que M. Getty renoncera à téléphoner au cheik Yamani. Si je ne m'abuse, ce sont des gestes de déception de la part d'un homme qui ne sait plus vers qui se tourner. Je sais qu'il est exaspéré, mais s'il veut régler ce problème il doit le faire en négociant serré avec le gouvernement du Canada, en parlant franchement à titre de citoyen de l'Alberta, au nom de la population de sa province et non pas à titre de conservateur.

M. Waddell: J'ai une brève question supplémentaire à poser, monsieur le Président. Le député souhaite-t-il l'établissement d'un prix minimum en-dessous duquel le prix du pétrole des producteurs de l'Alberta ne pourra pas baisser?

M. Tobin: Monsieur le Président, le député souhaite une politique énergétique canadienne . . .

M. Waddell: Vous devez défendre quelque chose.

M. Tobin: . . . et comme l'a laissé entendre le critique des Finances du parti libéral, M. Garneau, nous pouvons le faire de différentes façons, que ce soit au moyen de mesures fiscales ou autrement. Nous pouvons discuter sans nous enfermer dans une attitude sectaire. Nous pouvons trouver des moyens d'aider notre industrie pétrolière. M. Waddell, ce n'est pas en adoptant la politique de l'autruche . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. Il s'agit du député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) et du député de Laval-des-Rapides (M. Garneau).

La période de questions et observations est maintenant terminée. Nous reprenons le débat. La parole est au député de Gander-Twillingate (M. Baker).

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin) de son excellent discours. Je comprends qu'il se soit montré un peu tranchant, agacé, et un peu ému, d'après ce que j'ai pu voir. Il a pris un ton de voix plus élevé et si le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe le fait parfois, pour certaines questions—je suis parfaitement sérieux—c'est parce qu'il passe le plus clair de son temps dans son bureau à travailler pour ses concitoyens qui sont assistés sociaux ou chômeurs, qui demandent une pension, qui contestent une décision du gouvernement ou qui quémandent un emploi à \$200 par semaine.

Le fait est là. Tel est le salaire que les gens ont obtenu grâce aux programmes de création d'emplois fédéraux depuis deux ans, \$200 par semaine. Vous voyez des pères de famille qui essaient de trouver du travail par tous les moyens.